

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos au 31/12/2024

PRESENTE AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

SOCIETE PROTECTION DE L'ENFANCE

102 Boulevard SALICIS
83200 – TOULON

SIRET : 449 789 998 00018



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2024

ASSOCIATION SOCIETE PROTECTION DE L'ENFANCE
Siège : 102 boulevard SALICIS – 83200 TOULON

Aux membres de l'association,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Société Protection de l'Enfance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration de votre association.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

✓ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification des autres documents adressés aux membres.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par le Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels



V. Responsabilités des personnes constituant le bureau relatives aux comptes annuels

Il appartient aux membres du conseil d'administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il leur incombe d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :




- ❖ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ❖ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ❖ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les membres du conseil d'administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ❖ Il apprécie le caractère approprié de l'application par les membres du conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ❖ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LA GARDE, le 11 juin 2025

Le commissaire aux Comptes

Bernard ROUX



BILAN

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 154 035	11 135	3 142 900	3 142 900
Constructions	3 979 694	1 563 365	2 416 329	2 426 718
Installations techniques, matériel et outillage	385 082	300 229	84 853	85 743
Autres immobilisations corporelles	1 376 601	1 024 392	352 209	253 429
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	1 014		1 014	914
ACTIF IMMOBILISE	8 896 426	2 899 121	5 997 304	5 909 704
Stocks				
Matières premières et autres approv.	15 000		15 000	18 929
Créances				
Usagers et comptes rattachés	430 315		430 315	653 998
Autres créances	48 950		48 950	15 857
Divers				
Valeurs mobilières de placement	504 956		504 956	504 184
Disponibilités	1 268 934		1 268 934	1 151 963
Charges constatées d'avance	29 231		29 231	23 000
ACTIF CIRCULANT	2 297 387		2 297 387	2 367 931
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	11 193 812	2 899 121	8 294 691	8 277 634



BILAN

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	230 826	230 826
Ecart de réévaluation	4 726 333	4 726 333
Autres réserves	415 082	414 640
Report à nouveau	27 390	8 547
RESULTAT DE L'EXERCICE	166 823	560 735
Subventions d'investissement	253 316	253 316
Provisions réglementées	112 350	92 278
FONDS PROPRES	5 932 119	6 286 674
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle	457 513	111 400
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	457 513	111 400
Provisions pour risques	1 740	1 740
Provisions pour charges	214 761	188 154
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	216 501	189 894
Fonds dédiés sur subventions	801 413	801 413
FONDS DEDIES	801 413	801 413
Emprunts obligataires convertibles		
<i>Emprunts</i>	410 074	410 074
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	410 074	410 074
Emprunts et dettes financières diverses	700	400
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	163 088	251 151
Dettes fiscales et sociales	420 877	384 888
Autres dettes	90 914	65 640
Produits constatés d'avance	25 392	
DETTE	1 111 044	1 112 153
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	8 518 591	8 501 534



COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	6 930,00	6 930,00
Ventes de biens et de services	113 774,04	114 180,64
Ventes de prestations services	113 774,04	114 180,64
Produits de tiers financeurs	5 374 040,19	5 462 660,23
Concours publics et subventions d'exploitation	5 169 924,95	5 258 544,99
Ressources liées à la générosité du public	204 115,24	204 115,24
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	88 403,58	79 302,89
Autres produits	264,36	253,15
Total I	5 583 412,17	5 663 326,91
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	1 707 515,76	1 428 550,24
Aides financières	107 624,00	105 408,00
Impôts, taxes et versements assimilés	203 640,47	214 983,21
Salaires et traitements	2 275 945,28	2 300 140,95
Charges sociales	877 126,99	867 175,60
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	228 032,55	247 656,37
Dotations aux provisions	50 635,00	13 912,00
Autres charges	42 021,26	44 469,83
Total II	5 492 541,31	5 222 296,20
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	90 870,86	441 030,71
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	25 743,23	19 732,64
Total III	25 743,23	19 732,64
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	7 131,27	7 605,21
Total IV	7 131,27	7 605,21
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	18 611,96	12 127,43
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	109 482,82	453 158,14
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	5 800,00	6 500,00
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	76 246,00	121 759,38
Total V	82 046,00	128 259,38
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 361,55	
Sur opérations en capital	197,74	1 196,88
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions	23 146,45	17 754,86
Total VI	24 705,74	18 951,74
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	57 340,26	109 307,64
Impôts sur les bénéfices (VIII)		1 731,00
Total des produits (I + III + V)	5 691 201,40	5 811 318,93
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	5 524 378,32	5 250 584,15



COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
EXCEDENT OU DEFICIT	166 823,08	560 734,78
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NAT TOTAL		



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : Société de Protection de l'Enfance JJ BARTHELOM

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 8 518 591 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 166 823 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le Projet Éducatif de l'Institution Barthelon entend poser des jalons, afin que l'avenir se décline à partir d'un axe fédérateur qu'elle définit comme suit :

« Prévenir et lutter contre l'exclusion sociale, scolaire, familiale, professionnelle et diverses formes de marginalités » et « éduquer et faciliter la réintégration familiale et sociale des enfants « cas sociaux » de 6 à 18 ans ne présentant pas de troubles graves du comportement ».

Toute action, tout budget, tout projet afférent et même toute orientation s'y rapporte afin d'assurer une cohérence durable et de permettre des choix compréhensibles de tous : des enfants, de l'équipe éducative, des personnels dans leur ensemble mais également des bailleurs qui soutiennent l'action de l'institution.

C'est un défi qui trouve sa motivation dans l'évolution même de la Société Protectrice de l'Enfance : évoluer et soutenir la dynamique pas seulement pour le plaisir d'œuvrer utilement mais pour participer activement à la politique de l'institution : traduite par un renouvellement, c'est dans cet esprit qu'ont été recrutés les nouveaux personnels mais aussi les nouveaux administrateurs.

L'orientation s'y rapporte afin d'assurer une cohérence durable et de permettre des choix compréhensibles de tous : des enfants, de l'équipe éducative, des personnels dans leur ensemble mais également des bailleurs qui soutiennent l'action de l'institution.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Ainsi que le règlement N°2019-04 du 08 novembre 2019 et le règlement ANC 2014 - 03.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	3 154 035			3 154 035
- Constructions sur sol propre	3 979 694			3 979 694
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	379 639	5 443		385 082
- Installations générales, agencements aménagements divers	883 243	73 442		956 685
- Matériel de transport	175 820	72 499	41 838	206 481
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	192 161	30 271	21 412	201 020
- Emballages récupérables et divers	235 421	892		236 314
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	9 000 014	182 548	63 250	9 119 312
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	914	100		1 014
Immobilisations financières	914	100		1 014
ACTIF IMMOBILISE	9 000 928	182 648	63 250	9 120 326

Autres immobilisations corporelles - Divers : 236 314

Dont biens recus par legs et donations destinés à être cédés : 223 900



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		182 548	100	182 648
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		182 548	100	182 648
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		63 250		63 250
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		63 250		63 250

Amortissements des immobilisations



Notes sur le bilan

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	11 135			11 135
- Constructions sur sol propre	386 937			386 937
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 166 038	10 390		1 176 428
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	293 896	6 333		300 229
- Installations générales, agencements aménagements divers	767 258	23 139		790 397
- Matériel de transport	87 568	25 318	41 838	71 048
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	146 642	28 014	21 412	153 244
- Emballages récupérables et divers	7 850	2 721		9 703
Immobilisations corporelles	2 867 324	95 915	63 250	2 899 121
ACTIF IMMOBILISE	2 867 324	95 915	63 250	2 899 121



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 509 510 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 014		1 014
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	430 315	430 315	
Autres	48 950	48 950	
Charges constatées d'avance	29 231	29 231	
Total	509 510	508 496	1 014
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Divers - produits à recevoir	22 170
Total	22 170



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales	37 071	11 635	17 125		31 581
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	152 822	42 075	9 977		184 920
Total	189 894	53 710	27 102		216 501
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		50 635	27 102		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 111 044 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	410 074	40 217	167 417	202 440
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	700	700		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	163 088	163 088		
Dettes fiscales et sociales	420 877	420 877		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	90 914	90 914		
Produits constatés d'avance	25 392	25 392		
Total	1 111 044	741 187	167 417	202 440
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-300			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACT.NON PARVENUE	59 398
Dettes provis. pr congés à payer	181 980
DETTE PROVISIONNEES C.P. APP.	8 014
Charges sociales s/congés à payer	81 761
DETTE CHARGES SOC C.P. APPART	3 561
CHARG.A PAYER	40 707
CHARGES A PAYER REL.AUX SAL.	14 019
Total	389 442



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCES	29 231		
Total	29 231		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	25 392		
Total	25 392		



Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouvertur de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exerci Montant global A - B + C	A la clôture de l'exerci Dont fonds dédiés (pr sans dép.)
FDS VENTE EN LEGS OU DONAT	223 900 577 513	223 900 577 513				223 900 577 513	
Total	801 413	801 413				801 413	

